

Nom et adresse du signataire

.....
.....
.....
.....

Objet : projet de loi « ALUR »

**Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS**

Le

Monsieur le Président,

En tant que propriétaire bailleur, je me permets de vous faire part de ma vive inquiétude concernant le projet de loi dit « ALUR ».

En effet, si ce texte était adopté, il aurait des effets exactement contraires à l'objectif prévu, qui est de favoriser l'accès pour tous à un logement.

La possibilité de contester le montant du loyer, aussi bien lors de l'entrée dans les lieux que lors du renouvellement du bail, fera évidemment fuir les investisseurs : qui accepterait d'investir dans un secteur où le prix peut être revu à la baisse après la signature, sans que le contrat ne soit remis en cause ?

La mise en place d'une garantie universelle des loyers à la charge de tous, alors que dans 98 % des cas il n'y a pas de problème, paraît totalement disproportionnée par rapport aux enjeux. Dans de très nombreuses régions de France, les loyers sont en baisse et il n'y a pas de problème d'accès au logement.

De plus, le financement de cette garantie par une nouvelle taxe est inacceptable, alors que la rentabilité nette après impôt de l'investissement locatif s'est déjà effondrée.

Ces mesures et, de façon plus générale, la suppression de tout espace de liberté contractuelle, provoqueront la disparition des investisseurs privés, pourtant indispensables au secteur du logement.

Et cela aura des effets en chaîne dont on mesurera la gravité après coup : effondrement de la construction de logements neufs, absence de travaux de rénovation dans l'ancien, et donc perte de recettes fiscales pour l'Etat et les collectivités territoriales, et de très graves conséquences pour l'emploi.

Je souhaite vivement que des mesures plus raisonnables soient adoptées, afin qu'un placement cher aux Français ne disparaisse pas très prochainement de notre environnement.

En vous remerciant de bien vouloir accorder attention à la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma très haute considération.

Signature